

AW

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 39.922/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 21 février 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal "relatif au Conseil supérieur des Finances", a donné le 27 février 2006 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"Le délai demandé pour la communication de l'avis est justifié par le fait :

- que le Conseil supérieur des Finances actuel n'est plus en état de se réunir et
- que le Conseil doit pouvoir être constitué dans les plus brefs délais possibles afin qu'il dispose du temps nécessaire à la préparation, dans les meilleures conditions, de son avis relatif à l'exécution du programme de stabilité et de son Rapport annuel d'ici à juillet 2006."

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observation générale

L'article 10, § 1^{er}, premier tiret, du projet, combiné avec son article 5, 3°, prévoit, au sein du Conseil supérieur des Finances et de sa section permanente "Fiscalité et parafiscalité", la présence de membres désignés par les Gouvernements de Communauté et de Région. Cette présence ne se présente pas comme une simple faculté laissée à l'appréciation de chacune des entités concernées, mais comme une obligation unilatéralement imposée. Or, en vertu de l'article 92^{ter}, alinéa 1^{er} ⁽¹⁾, de la loi spéciale du

⁽¹⁾ que l'article 42 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises rend applicable à la Région de Bruxelles-Capitale.

8 août 1980 de réformes institutionnelles, c'est par arrêté royal pris, non seulement après délibération en Conseil des ministres, mais aussi "de l'accord des Gouvernements compétents", que peut être réglée "la représentation des Communautés et des Régions, selon le cas, dans les organes de gestion ou de décision des institutions et organismes nationaux, notamment consultatifs et de contrôle", que le Roi désigne.

Il s'ensuit que la seule voie permettant d'instituer le régime envisagé par les articles cités ci-avant ⁽²⁾, sans méconnaître le principe de l'autonomie réciproque des autorités fédérale, régionales, et communautaires, consiste dans la mise en oeuvre de la procédure qu'organise l'article 92*ter*, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980, qui implique, à la fois, l'intervention du Roi et l'accord des Régions et des Communautés.

À cet égard, la section de législation croit utile de signaler que les avis rendus par les Gouvernements wallon, flamand, de la Communauté française et de la Région de Bruxelles-Capitale sur le projet d'arrêté, avis requis par l'article 49, § 6, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, ne peuvent valoir accord au sens de l'article 92*ter*, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles : outre qu'il s'agit d'avis et non d'accord, ces avis, qui ont été sollicités dans le cadre de l'article 49, § 6, précité, ne pouvaient, par définition, porter que sur les aspects du projet liés à l'exécution de l'article 49, § 6, de la loi spéciale du 16 janvier 1989, c'est-à-dire ceux concernant la section "Besoins de financement des pouvoirs publics" du Conseil supérieur des Finances ⁽³⁾.

Observations particulières

⁽²⁾ L'observation générale ne vise en effet pas les membres désignés par les Communautés et Régions en application de l'article 5, 2°, et 9, § 1^{er}, alinéa 3, 4^e tiret, du projet dans la mesure où la présence de ces membres au sein du Conseil supérieur des Finances et de sa section "Besoins de financement des pouvoirs publics" résulte directement de l'article 49, § 6, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

⁽³⁾ La section de législation note d'ailleurs que l'avis donné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre de l'article 49, § 6, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 émet certaines suggestions étrangères à la section "Besoins de financement des pouvoirs publics" mais relatives à la composition et au fonctionnement de la section "Fiscalité et Parafiscalité" du Conseil supérieur des Finances, suggestions qui ne trouvent pas d'écho dans le projet d'arrêté examiné.

Préambule

Dans un alinéa 3 nouveau, il convient de viser l'arrêté royal du 20 juin 1989 relatif au Conseil supérieur des Finances que l'article 16 du projet abroge.

Dispositif

Article 2

Il résulte de l'article 3, alinéa 1^{er}, du projet que le Ministre des Finances peut soumettre à la délibération du Conseil des objets qui concernent notamment une matière financière.

Dès lors, à l'alinéa 2 de la disposition examinée, il est recommandé d'insérer les mots "et financière" entre le mot "fiscale" et le mot "et".

Article 3

1. À l'alinéa 1^{er}, dans la version française du projet, il convient d'écrire "ses" plutôt que "ces".

2. Dès lors que le nombre des membres du Conseil ayant voix délibérative passe de 30 à 26, l'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait qu'il sera nécessaire de réunir plus que deux tiers des membres du Conseil pour pouvoir adopter une résolution en application de l'alinéa 2.

3. Compte tenu de l'observation 3.3. figurant dans l'avis donné le 14 février 2006 par l'inspecteur des finances, le délégué du ministre convient que le projet devrait prévoir la remise au Ministre du Budget des avis qu'il a sollicités ou qui seraient rendus d'initiative par le Conseil sur des questions de politique budgétaire.

.../...

Par ailleurs, il serait utile de prévoir un délai en ce qui concerne les avis rendus à la demande du Ministre des Finances et du Ministre du Budget.

Article 5

1. La composition du Conseil supérieur des Finances envisagée par l'arrêté royal en projet doit permettre d'assurer que le Comité d'étude sur le vieillissement, qui a été créé au sein du Conseil supérieur des Finances par l'article 6 de la loi du 5 septembre 2001 portant garantie d'une réduction continue de la dette publique et création d'un Fonds de vieillissement, pourra être constitué des membres visés par l'article 10 de la loi du 5 septembre 2001, précitée ⁽⁴⁾.

Pour ce faire, il y a lieu de prévoir que le membre du Conseil supérieur des Finances qui sera présenté par le Ministre des Affaires sociales en application de l'article 5, 4°, du projet doit être choisi parmi les fonctionnaires du service d'étude du département des affaires sociales ⁽⁵⁾.

Il convient aussi, pour les mêmes raisons, de prévoir qu'un des membres du Conseil supérieur des Finances proposé par le Ministre des Finances et qu'un des membres du Conseil proposé par le Ministre du Budget doivent être choisis parmi les fonctionnaires des services d'étude de ces deux départements ⁽⁶⁾.

2. Concernant les membres visés au 3°, il est renvoyé à l'observation générale.

⁽⁴⁾ Pour ne pas induire en erreur sur les composantes exactes du Conseil supérieur des Finances, dont on pourrait croire à tort qu'elles se limitent à ce que prévoit le projet, il est recommandé, dans un considérant du préambule ou dans le rapport au Roi qui sera publié au Moniteur belge, de faire état de l'existence de la loi du 5 septembre 2001, précitée, cette loi ayant pour effet que le Conseil supérieur des Finances se compose non seulement des deux sections permanentes visées à l'article 8 du projet mais aussi d'un Comité d'étude sur le vieillissement. Il ne peut à cet égard être considéré que la mention de ce Comité à l'article 4 du projet suffit pour faire percevoir qu'il est institué au sein du Conseil supérieur des Finances.

⁽⁵⁾ Voir l'article 10, alinéa 2, 5°, de la loi du 5 septembre 2001, précitée.

⁽⁶⁾ Voir l'article 10, alinéa 2, 3° et 4°, de la loi du 5 septembre 2001, précitée.

Article 9

Au paragraphe 3, le mot "Conseil" doit être remplacé par le mot "Parlement". La même observation vaut pour le paragraphe 5 de l'article 10.

Article 10

1. Concernant le premier tiret du paragraphe 1^{er}, il est renvoyé à l'observation générale. Dans l'hypothèse où l'accord requis par l'article 92^{ter}, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles serait obtenu, l'article examiné appellerait l'observation suivante.

2. L'auteur du projet ne peut perdre de vue que lorsqu'il est permis à des entités fédérées de participer aux activités d'un organisme fédéral, cette faculté doit être offerte à toutes les entités fédérées dotées de compétences pertinentes au regard de la mission de l'organe consultatif ⁽⁷⁾.

En l'espèce, la section permanente "Fiscalité et Parafiscalité" du Conseil supérieur des Finances est notamment compétente pour émettre "un avis annuel relatif au recettes fiscales perçues par le Pouvoir fédéral pour compte des administrations locales".

Or, pour ce qui concerne les communes faisant partie de la région de langue allemande, c'est la Communauté germanophone qui, en vertu des décrets des 27 mai 2004 et 1^{er} juin 2004 relatifs à l'exercice, par la Communauté germanophone, de certaines compétences de la Région wallonne en matière de pouvoirs subordonnés, exerce les compétences de la Région wallonne dans les matières visées à l'article 6, § 1^{er}, VIII,

⁽⁷⁾ Voir les avis 39.847/VR et 39.848/VR, donnés le 8 février 2005 par les chambres réunies de la section de législation du Conseil d'État, sur des propositions de loi "portant création d'un Conseil consultatif fédéral des seniors" et "instituant un Comité consultatif fédéral pour le secteur des seniors".

alinéa 1^{er}, 6°, 7°, 9°, 10° ⁽⁸⁾, et à l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Au regard des missions imparties à la section "Fiscalité et Parafiscalité" du Conseil supérieur des Finances, l'auteur du projet vérifiera si, en fonction des compétences exercées par la Communauté germanophone en rapport avec les "administrations locales", il ne s'impose pas de permettre à la Communauté germanophone, de son accord, de proposer un membre appelé à siéger dans cette section du Conseil supérieur des Finances.

Article 13

De manière générale, la section de législation estime que constitue un élément essentiel lié à la création, à l'organisation et au fonctionnement d'un conseil consultatif la question de savoir si des indemnités sont octroyées à ses membres. En conséquence, le règlement de cette question ne peut être abandonné au règlement d'ordre intérieur du conseil consultatif.

⁽⁸⁾ Voir l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°, des décrets des 27 mai 2004 et 1^{er} juin 2004 pour les modalités exactes du transfert de l'exercice de la compétence visée à l'article 6, § 1^{er}, VIII, alinéa 1^{er}, 10°, de la loi spéciale du 8 août 1980.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
Mesdames	Ph. QUERTAINMONT, M. BAGUET,	conseillers d'État,
	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. P. RONVAUX, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON

Y. KREINS

AW

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 39.922/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 21 februari 2006 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de Hoge Raad van Financiën", heeft op 27 februari 2006 het volgende advies gegeven :

Overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt die motivering in de brief met de adviesaanvraag aldus :

"Le délai demandé pour la communication de l'avis est justifié par le fait :

- que le Conseil supérieur des Finances actuel n'est plus en état de se réunir et
- que le Conseil doit pouvoir être constitué dans les plus brefs délais possibles afin qu'il dispose du temps nécessaire à la préparation, dans les meilleures conditions, de son avis relatif à l'exécution du programme de stabilité et de son Rapport annuel d'ici à juillet 2006."

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerking

Artikel 10, § 1, eerste streepje, van het ontwerp, juncto artikel 5, 3°, ervan, bepaalt dat in de Hoge Raad van Financiën, en in de permanente afdeling "Fiscaliteit en Parafiscaliteit" ervan, leden aanwezig zijn die aangewezen zijn door de gemeenschaps- en gewestregeringen. Die aanwezigheid dient zich niet aan als een loutere mogelijkheid waarover de betrokken entiteiten elk vrij kunnen oordelen, maar als een eenzijdig

.../...

opgelegde verplichting. Krachtens artikel 92*ter*, eerste lid ⁽¹⁾, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen echter kan "de vertegenwoordiging van de Gemeenschappen en de Gewesten, naargelang van het geval, in de beheers- of beslissingsorganen van de nationale instellingen en organismen, onder meer met een adviserende en controlerende taak", die de Koning aanwijst, geregeld worden bij een koninklijk besluit dat uitgevaardigd wordt niet alleen na overleg in de Ministerraad, maar ook "na akkoord van de bevoegde Regeringen".

Daaruit volgt dat, wil men het beginsel van de wederkerige autonomie van de federale overheid, de gewest- en gemeenschapsoverheden niet schenden, de enige manier waarop de regeling beoogd in de hierboven genoemde artikelen ⁽²⁾ kan worden ingesteld, bestaat in het toepassen van de procedure geregeld in artikel 92*ter*, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, die tegelijkertijd het optreden van de Koning en de instemming van de gewesten en de gemeenschappen vereist.

Wat dat betreft acht de afdeling Wetgeving het nuttig erop te wijzen dat de adviezen gegeven door de Waalse Regering, de Vlaamse Regering, de Franse Gemeenschapsregering en de Brusselse Hoofdstedelijke Regering over het ontwerpbesluit, adviezen vereist bij artikel 49, § 6, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, niet kunnen gelden als "akkoord" in de zin van artikel 92*ter*, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen : naast het feit dat het gaat om een advies en niet om een "akkoord", konden die adviezen, die aangevraagd zijn op de grondslag van het voornoemde artikel 49, § 6, per definitie alleen betrekking hebben op de aspecten van het ontwerp die te maken hebben met de tenuitvoerlegging van artikel 49, § 6, van de

(1) dat bij artikel 42 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen van toepassing wordt verklaard op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

(2) De algemene opmerking betreft immers niet de leden die met toepassing van artikel 5, 2°, en 9, § 1, derde lid, vierde streepje, van het ontwerp, aangewezen worden door de gemeenschappen en de gewesten, aangezien de aanwezigheid van die leden in de Hoge Raad van Financiën en in de afdeling "Financieringsbehoeften van de overheid" rechtstreeks het gevolg is van artikel 49, § 6, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

bijzondere wet van 16 januari 1989, dat wil zeggen de aspecten aangaande de afdeling "Financieringsbehoeften van de overheid" van de Hoge Raad van Financiën ⁽³⁾.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

In een nieuw derde lid moet verwezen worden naar het koninklijk besluit van 20 juni 1989 betreffende de Hoge Raad van Financiën, dat bij artikel 16 van het ontwerp wordt opgeheven.

Dispositief

Artikel 2

Uit artikel 3, eerste lid, van het ontwerp volgt dat de Minister van Financiën aan de Raad onderwerpen ter beraadslaging kan voorleggen die onder meer betrekking hebben op een financiële aangelegenheid.

Het verdient bijgevolg aanbeveling in het tweede lid van de voorliggende bepaling, in fine, te schrijven "van het fiscaal beleid, het financieel beleid en het begrotingsbeleid".

⁽³⁾ De afdeling Wetgeving wijst er overigens op dat de Brusselse Hoofdstedelijke Regering in zijn advies uitgebracht op de grondslag van artikel 49, § 6, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 enkele voorstellen doet die niets uitstaande hebben met de afdeling "Financieringsbehoeften van de overheid", maar te maken hebben met de samenstelling en de werkwijze van de afdeling "Fiscaliteit en Parafiscaliteit" van de Hoge Raad van Financiën, voorstellen waarop niet is ingegaan in het voorliggende ontwerpbesluit.

Artikel 3

1. In het eerste lid van de Franse versie van het ontwerp, schrijve men "ses" in plaats van "ces".

2. De aandacht van de steller van het ontwerp wordt erop gevestigd dat, aangezien het aantal stemgerechtigde leden van de Raad teruggebracht wordt van 30 naar 26, meer dan twee derde van de leden van de Raad vereist zal zijn om met toepassing van het tweede lid een standpunt aan te kunnen nemen.

3. Vanwege opmerking 3.3. in het advies uitgebracht op 14 februari 2006 door de inspecteur van financiën, behoort in het ontwerp - de gemachtigde van de minister is het daarmee eens - ook voorzien te worden in het verstrekken, aan de Minister van Begroting, van de adviezen die hij gevraagd heeft of die op eigen initiatief door de Raad zouden worden uitgebracht over kwesties van begrotingsbeleid.

Daarnaast zou het nuttig zijn een termijn te bepalen voor adviezen die gegeven worden op verzoek van de Minister van Financiën en de Minister van Begroting.

Artikel 5

1. De samenstelling van de Hoge Raad van Financiën, in uitzicht gesteld in het ontworpen koninklijk besluit, moet ervoor zorgen dat de Studiecommissie voor de vergrijzing, die binnen de Hoge Raad van Financiën opgericht is bij artikel 6 van de wet van 5 september 2001 tot waarborging van een voorgedragen vermindering van de overheidsschuld en tot oprichting van een Zilverfonds, kan bestaan uit de leden genoemd in artikel 10 van de voornoemde wet van 5 september 2001 ⁽⁴⁾.

⁽⁴⁾ Om geen misvatting te laten bestaan omtrent de juiste samenstellende delen van de Hoge Raad van Financiën, waarvan ten onrechte gedacht zou kunnen worden dat deze beperkt zijn tot wat bepaald is in het ontwerp, verdient het aanbeveling om in een overweging van de aanhef, of in het verslag aan de Koning dat bekendgemaakt zal worden in het Belgisch Staatsblad, te wijzen op het bestaan van de voornoemde wet van 5 september 2001, die tot gevolg heeft dat de Hoge Raad van Financiën niet alleen bestaat uit de twee permanente afdelingen genoemd in artikel 8 van het ontwerp, maar ook uit een Studiecommissie voor de vergrijzing. Wat dat betreft kan er niet van uitgegaan worden dat de vermelding van dat Comité in artikel 4 van het ontwerp voldoende is om duidelijk te maken dat het ingesteld wordt binnen de Hoge Raad van Financiën.

Daartoe dient bepaald te worden dat het lid van de Hoge Raad van Financiën dat met toepassing van artikel 5, 4°, van het ontwerp voorgedragen zal worden door de Minister van Sociale Zaken, gekozen moet worden uit de ambtenaren van de studiedienst van het departement Sociale Zaken ⁽⁵⁾.

Om dezelfde redenen moet ook bepaald worden dat één van de leden van Hoge Raad van Financiën voorgedragen door de Minister van Financiën en één van de leden van de Raad, voorgedragen door de Minister van Begroting, gekozen moeten worden uit de ambtenaren van de studiediensten van die beide departementen ⁽⁶⁾.

2. Wat de leden genoemd in 3° betreft, wordt verwezen naar de algemene opmerking.

Artikel 9

In paragraaf 3 moeten de woorden "lid van een gemeenschaps- of gewestraad" vervangen worden door de woorden "lid van het parlement van een gemeenschap of een gewest". Dezelfde opmerking geldt voor paragraaf 5 van artikel 10.

Artikel 10

1. Wat betreft het eerste streepje van paragraaf 1 wordt verwezen naar de algemene opmerking. In het geval dat het "akkoord" vereist in artikel 92^{ter}, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen zou worden verkregen, geeft het voorliggende artikel aanleiding tot de volgende opmerking.

⁽⁵⁾ Zie artikel 10, tweede lid, 5°, van de voornoemde wet van 5 september 2001.

⁽⁶⁾ Zie artikel 10, tweede lid, 3° en 4°, van de voornoemde wet van 5 september 2001.

2. De steller van het ontwerp mag niet uit het oog verliezen dat, wanneer deeltentiteiten deel mogen nemen aan de werkzaamheden van een federaal orgaan, die mogelijkheid geboden moet worden aan alle deeltentiteiten die bevoegdheden hebben die relevant zijn ten aanzien van de taak van het adviesorgaan ⁽⁷⁾.

In casu is de permanente afdeling "Fiscaliteit en Parafiscaliteit" van de Hoge Raad van Financiën inzonderheid bevoegd om "jaarlijks advies (uit te brengen) omtrent de overdracht van fiscale ontvangsten door de Federale Overheid geïnd voor rekening van de lokale besturen".

Voor de gemeenten die deel uitmaken van het Duitse taalgebied, oefent de Duitstalige Gemeenschap krachtens de decreten van 27 mei 2004 en 1 juni 2004 betreffende de uitoefening door de Duitstalige Gemeenschap van sommige bevoegdheden van het Waalse Gewest inzake de ondergeschikte besturen de bevoegdheden uit van het Waalse Gewest in de aangelegenheden genoemd in artikel 6, § 1, VIII, eerste lid, 6°, 7°, 9°, 10° ⁽⁸⁾, en in artikel 7 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Ten aanzien van de taken toebedeeld aan de afdeling "Fiscaliteit en Parafiscaliteit" van de Hoge Raad van Financiën, moet de steller van het ontwerp nagaan of het, in het licht van de bevoegdheden uitgeoefend door de Duitstalige Gemeenschap in verband met de "plaatselijke besturen", niet nodig is de Duitstalige Gemeenschap, indien deze ermee instemt, de mogelijkheid te bieden een lid voor te dragen dat zitting zou hebben in die afdeling van de Hoge Raad van Financiën.

⁽⁷⁾ Zie de adviezen 39.847/VR en 39.848/VR, uitgebracht op 8 februari 2005 door de verenigde kamers van de afdeling Wetgeving van de Raad van State over voorstellen van wet "tot oprichting van een Federale Adviesraad voor Senioren" en "tot oprichting van een Federale Adviesraad voor de sector van de senioren".

⁽⁸⁾ Zie artikel 1, eerste lid, 4°, van de decreten van 27 mei 2004 en 1 juni 2004 voor de juiste regels met betrekking tot de overheveling van de uitoefening van de bevoegdheid genoemd in artikel 6, § 1, VIII, eerste lid, 10°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

Artikel 13

In algemene zin is de afdeling Wetgeving van oordeel dat de vraag of vergoedingen worden toegekend aan de leden van een adviesraad, een essentieel gegeven is in verband met de oprichting, organisatie en werkwijze daarvan. Het regelen van die kwestie mag dan ook niet overgelaten worden aan het reglement van orde van de adviesraad.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
Mevrouwen	Ph. QUERTAINMONT, M. BAGUET,	staatsraden,
	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. RONVAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE, staatsraad.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS